

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

## Marché de service

**Accord-cadre pour des prestations de conseil en droit social pour le  
compte de l'IFREMER**

N° 251000267

**PROCEDURE :**

**Marché à procédure adaptée conformément aux articles R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la  
commande publique**

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**IFREMER**

**Zone industrielle de la Pointe du Diable**

**1625 route de Sainte Anne**

**29280 Plouzané**

**CCAG APPLICABLE : PI (cahier des clauses administratives générales applicables aux  
marchés publics de prestations intellectuelles- Arrêté du 30 mars 2021)**

## Table des matières

<b>1. Objet du marché – Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1. Objet du marché .....	4
1.2. Cotraitance.....	4
1.3. Sous-traitance.....	4
<b>2. PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>5</b>
<b>3. DECOMPOSITION DU MARCHE.....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.1. Bons de commande.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2. Passation des Bons de commande – Généralités.....	Erreur ! Signet non défini.
3.3. Contenu des Bons de commande .....	Erreur ! Signet non défini.
3.4. Passation des Bons de commande .....	Erreur ! Signet non défini.
<b>4. SUIVI DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
4.1. Représentant du titulaire.....	5
4.2. Représentant Ifremer.....	5
<b>5. PRIX DU MARCHE .....</b>	<b>6</b>
5.1. Contenu des prix .....	6
5.2. Type de prix .....	6
5.3. Date d'établissement des prix .....	7
5.4. Variation dans les prix.....	7
<b>6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS .....</b>	<b>9</b>
6.1. Délai global de paiement.....	9
6.2. Présentation des bons de commande.....	8
6.3. Présentation des demandes de paiement.....	9
<b>7. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
<b>8. CONFIDENTIALITE.....</b>	<b>11</b>
<b>9. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION .....</b>	<b>12</b>
<b>10.....MODIFICATIONS EN COURS DE</b>	
<b>MARCHES .....</b>	<b>14</b>
10.1. Le marché complémentaire .....	14
10.2. L'avenant de transfert .....	14
<b>11.MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE .....</b>	<b>14</b>

<b>12.RESILIATION.....</b>	<b>15</b>
<b>13.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE .....</b>	<b>15</b>
<b>14.ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS .....</b>	<b>15</b>
<b>15.DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>17</b>

## 1. Objet du marché – Dispositions générales

### 1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de conseil en droit social pour l'IFREMER.

Le détail des prestations et de l'environnement technique est défini au cahier des clauses techniques particulières joint.

Conformément à l'article R2162-2 du Code de la commande publique, l'accord-cadre sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

### 1.2. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

### 1.3. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

## 2. PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/PI)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique du titulaire.

Le CCAG/PI est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

## 3. SUIVI DU MARCHÉ

### 3.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### 3.2. Représentant Ifremer

Dès la notification du marché l'IFREMER désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.



### 3.3. Remise des livrables

Le titulaire s'engage à remettre à l'Ifremer l'ensemble des livrables prévus au CCTP.

## 4. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront principalement effectuées à distance : au téléphone, en visio ou par mail. Exceptionnellement la prestation peut avoir lieu dans les locaux du titulaire avec de possibles réunions de travail dans les bureaux de l'Ifremer.

## 5. PRIX DU MARCHÉ

### 5.1. Montants de l'accord-cadre

Conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu :

Montant minimum : 30 000 € HT ;

Montant maximum : 220 000€ HT.

Dans la mesure du possible, l'Ifremer privilégiera l'émission d'un bon de commande unique regroupant plusieurs prestations prévues au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Le pouvoir adjudicateur s'engage à pouvoir assurer l'exécution des prestations à hauteur des maximums indiqués ci-dessus.

### 5.2. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, Les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

### 5.3. Type de prix

Les prix du marché définis au BPU sont :

☒ Unitaires

- ☐ Forfaitaires
- ☐ Unitaires et Forfaitaires

## 5.4. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres.

## 5.5. Variation dans les prix

Le prix des prestations à bons de commande sont fermes la première année d'exécution du marché puis révisables annuellement à chaque date anniversaire de la notification du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_o (IPP_x / IPP_o)$$

Où

P = Prix actualisé

P<sub>o</sub> = Prix initial à la date de notification du marché.

IPP<sub>x</sub> = Dernière valeur publiée de l'indice à la date anniversaire de notification du Marché.

IPP<sub>o</sub> = Valeur de l'indice publié à la date de notification du marché. (Dernier indice connu : 108.3)

Indice choisi : IPP - Indice 10766581 - Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 69.10 - Services juridiques

En tout état de cause, la hausse des prix unitaires engendrée par l'application de cette formule ne pourra être supérieure à 3%.

## 6. MODALITE RELATIVE AUX BONS DE COMMANDE

Les prestations de chacun des postes sont des prestations sur bons de commande conformément aux articles L2125-1 et R2162-3 du Code de la Commande Publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

### 6.1 Passation des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'appliquent pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire tant que leur date d'exécution ne dépasse pas la date de fin de validité du marché.

## 6.2 Contenu des bons de commande

Les prestations sur bons de commande sont définies au Bordereau des prix unitaires (BPU).

## 6.3 Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- L'objet de la prestation,
- Le délai d'exécution du bon de commande, soit la date limite de la prestation,
- La nature, les quantités et les prix unitaires du BPU

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant notifie au titulaire le bon de commande, et dans la mesure du possible l'Ifremer veille à limiter le nombre des bons de commande.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant commande au fur et à mesure des besoins les éléments des bordereaux de prix et cela pendant toute la durée de validité de l'accord cadre.

Dans le cadre des bons de commande, aucun rythme de commande, aucune quantité minimale ou maximale ne peut être imposée. Aucun frais supplémentaire ne peut être facturé pour des commandes jugées trop faibles ou trop importantes. Aucun conditionnement ne peut être imposé et le titulaire s'engage à livrer les quantités exactes demandées.



## 7. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

### 7.1. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du titulaire devenu exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 7.2. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE\_DOM

### 7.3. Avance

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions fixées à l'article R 2191-7 et suivant du Code de la Commande Publique.

En l'absence de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

## 8. DELAIS

Le délai d'intervention pour prise en charge de la prestation est celui indiqué dans le CCTP. Ce délai ne peut dépasser 7 jours calendaires (samedi, dimanche et jours fériés inclus) à compter de la réception du bon de commande.

Demande non urgente : délai de réponse de 3 à 4 jours ouvrés ;

Demande urgente : Réponse le jour même.

## 9. PENALITÉS POUR RETARD

Lorsque le délai d'intervention défini ci-dessus et/ou le délai d'exécution indiqué sur le bon de commande, ou à défaut, sur tout autre document permettant l'élaboration de la commande, n'est pas respecté du fait du Titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard calculée en application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{3000}$$

avec :

P = le montant des pénalités ;

V = la valeur pénalisée. Cette valeur est égale au montant hors taxes du bon de commande concerné;

R = le nombre de jours de retard calculé jusqu'à la remise effective de la prestation dans des conditions permettant à l'Ifremer d'en prononcer la réception.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

## 10. CONFIDENTIALITE

L'ensemble des documents et informations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et de ses annexes, ainsi que ceux transmis ultérieurement au cours de l'exécution du présent marché, quel qu'en soit le support et la forme, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, mais également pendant cinq (5) ans après son échéance ou sa résiliation quelle qu'en soit la cause, à respecter de façon absolue les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et, le cas échéant, par ses prestataires et sous-traitants :

- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf en cas d'accord exprès et préalable de l'IFREMER, accord qui peut être refusé à l'entière discrétion de ce dernier ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données et fichiers communiqués par l'IFREMER au Titulaire.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou

du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité que s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

En complément au présent article le titulaire s'engage à respecter les obligations de confidentialité définies à l'annexe au présent CCAP.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire du présent marché peut également être engagée sur la base, notamment, des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal, sauf s'il est obligé de divulguer ces documents ou informations en application d'une obligation légale, réglementaire, ou d'une décision de justice.

## **11. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 25 du CCAG/FCS :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

## **12. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **12.1. Dispositions générales relatives à l'utilisation des résultats**

En complément du CCAG, il est précisé que L'IFREMER peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations dans les limites fixées au présent article. Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations nées du marché, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de communiquer à l'IFREMER, les connaissances acquises dans l'exécution du marché. Cette transmission conditionne la validation et la réception des prestations. L'IFREMER s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du Titulaire

comme confidentiels, sauf lorsque ces méthodes et savoir-faire sont compris dans l'objet du marché. Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés à l'IFREMER pour limiter l'utilisation des résultats des prestations.

Le Titulaire fait son affaire de l'obtention des auteurs, des cessionnaires des droits patrimoniaux, des éditeurs de logiciels standards et spécifiques, de toutes les licences permettant la parfaite exécution des prestations prévues au marché.

## 12.2. Propriété matérielle

Le transfert de propriété des supports matériels des développements réalisés au titre de ce marché est effectif à la date de réception des prestations.

## 12.3. Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine communiqués au Titulaire par l'IFREMER

Le Titulaire garantit à l'IFREMER qu'il prend toute mesure utile pour préserver la propriété de l'IFREMER et de ses ayants droits sur les données qui lui sont transmises dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'interdit de les utiliser, de les transmettre à des tiers, de les modifier, de les dupliquer ou de les conserver, au-delà et en dehors des prestations prévues au marché. Il ne peut ni les reproduire, ni les représenter, ni les diffuser à titre gratuit ou onéreux à des tiers sur quelque support connu ou inconnu que ce soit, en dehors des prestations entrant dans l'objet du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer à l'IFREMER toutes les données, dossiers d'analyse, traitement de données, programmes, vidéogrammes, contenus sonores et/ou visuels, documents graphiques, films, enregistrements, fichiers, bases de données et tous autres documents sur quelque support connu ou inconnu à ce jour que ce soit, fournis par l'IFREMER et utilisés pour l'exécution du marché.

## 12.4. Garantie des droits

Le Titulaire garantit l'IFREMER contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle et industrielle des matériels, des logiciels, applications, documentations et méthodes fournis au titre du marché. Si l'IFREMER est saisi de revendications de tiers, ou est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations entrant dans l'objet du présent marché, le Titulaire - sans préjudice des sanctions encourues - doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Le Titulaire du marché garantit qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en oeuvre, à

rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché.

L'IFREMER, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- Aviser le Titulaire, dans un délai de 8 jours, de l'assignation qu'il aurait reçue ;
- L'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense, sans que cette procédure puisse être alléguée par le Titulaire pour des délais supplémentaires d'exécution, ou des demandes de paiement supplémentaire ;
- Accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de l'IFREMER, ni délai supplémentaire d'exécution des prestations.

## **13. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES**

### **13.1. Le marché complémentaire**

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

### **13.2. L'avenant de transfert**

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

## **14. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE**

En application de l'article R2122-4 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :



- Pour des livraisons complémentaires dont les montants cumulés ne peuvent dépasser 50 % du montant du contrat initial. Sont considérées comme livraisons complémentaires toutes livraisons qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

## **15. RESILIATION**

En complément à l'article 32 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

## **16. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE**

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

## **17. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS**

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six (6) mois,
- un extrait K-bis de moins de trois (3) mois justifiant de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés,
- une déclaration sur l'honneur dans laquelle le Titulaire atteste qu'il a effectué toutes les déclarations nécessaires auprès de l'administration fiscale et, dans l'hypothèse où il emploierait des salariés, que ceux-ci sont employés de façon régulière, conformément au code du travail.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **18. PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

## **19. ENVIRONNEMENT**

Le titulaire du marché s'engage, dans l'exécution de ses prestations, à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, notamment en limitant les déplacements au strict nécessaire, en privilégiant les échanges dématérialisés et en réduisant la consommation de papier.

## **20. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION**

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'Ifremer les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption

## **21. RÈGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Un différend ou litige résultant de l'application des clauses du présent marché se règle selon les dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS et des articles R2197-1, R2197-23, R2197-24 du Code de la commande publique (comité consultatif de règlement amiable des différends et médiateur des entreprises.)

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel siège le pouvoir adjudicateur : Tribunal administratif de Rennes, Hôtel Bizien, 3 Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex.

## **22. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

- \* l'article 6.1 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG
- \* l'article 8 déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG
- \* l'article 5.2 complète l'article 10.1.3 du CCAG
- \* l'article 13 complète l'article 32 du CCAG